

BILAN DES TRAVAUX DE LA COP30 A BELEM



**PAGECTE _ Projet d'Appui à la Gouvernance Environnementale et
Climatique pour une Transition Écologique en Tunisie**

Un accord a minima



Après deux semaines de négociations intenses, la COP30 s'est conclue sur un bilan mitigé, avec un total de 55 décisions, bien en deçà des attentes et des annonces faites par le président brésilien Lula lors de l'ouverture des pourparlers.

Lors de la COP30, les pays ont adopté une nouvelle décision baptisée “Mutirão mundial”¹, un texte appelant

à tripler le financement de l'adaptation d'ici 2035, bien plus tard que l'espéraient certains négociateurs et sans une année de référence précise. Cette décision vient renforcer celle adoptée en 2021, lors de la COP26 à Glasgow, qui visait à doubler le financement de l'adaptation pour atteindre 40 milliards de dollars d'ici 2025. Selon le PNUE, les pays développés n'ont fourni que 26 milliards de dollars de financement pour l'adaptation en 2023 aux pays en développement.

De plus, le Mutirão mondial a également instauré une nouvelle “mission de Belém” destinée à renforcer les actions collectives pour réduire les émissions mais sans aucune nouvelle “feuille de route” sur la transition hors des combustibles fossiles ni sur la déforestation. Pour ces deux sujets sans suite, il a été annoncé que la présidence de la COP30 présenterait deux feuilles de route, l'une sur la transition énergétique et l'autre sur la déforestation, lors de la COP31.

Financement climatique : progrès limités

Sur le plan du financement climatique, en référence à l'Article 9.1 de l'Accord de Paris, également appelé “nouvel objectif collectif quantifié”, la COP30 était très attendue. Elle devait préciser comment mobiliser “au moins” 300 milliards de dollars par an et atteindre 1 300 milliards d'ici 2035, après les négociations difficiles de l'an dernier à Bakou et l'adoption de la feuille de route correspondante. La décision “Mutirao” a donné lieu à un

¹ Mutirão » est un mot portugais issu de la langue indigène qui désigne des personnes travaillant ensemble vers un objectif commun dans un esprit communautaire.

programme de deux ans couvrant l'intégralité de l'article 9 relatif au financement climatique.

Finalement, le texte adopté se contente de *“prendre note”* de la feuille de route mais décide également de *“prendre des mesures urgentes”* pour porter le financement à 1 300 milliards de dollars.

Concernant le Fonds d'Adaptation, le texte final déplore que l'objectif fixé n'ait pas été atteint et souligne l'urgence d'accroître les ressources financières.



Par ailleurs, le Fonds d'intervention en cas de perte et de dommage (FRLD) créé lors de la COP 27 en Égypte en 2022 et devenu opérationnel lors de la COP 28 à Dubaï a été marqué par le lancement de son premier appel à projets pour distribuer 250 millions de dollars² en subventions aux pays les plus vulnérables, au cours des six

prochains. De nombreux efforts restent à fournir pour que le Fonds soit pleinement opérationnel, notamment en veillant à ce qu'il soit doté d'au moins 400 milliards de dollars par an, qu'il puisse intervenir en quelques jours en cas de catastrophe liée au changement climatique et qu'il garantisse un accès direct à des subventions de faible montant pour les communautés (compris entre 5 et 20 millions de dollars).

Adaptation : vers des indicateurs communs

En matière d'adaptation, les négociateurs.rices devaient notamment s'entendre sur une liste de 100 indicateurs permettant aux pays de mesurer leurs progrès au regard de l'objectif mondial d'adaptation. Ces indicateurs s'inscrivent dans le programme de travail de deux ans lancé à la COP 26 en 2021, qui a conduit au Cadre des Émirats arabes unis (EAU) pour la résilience climatique mondiale, qui a initié le Programme de travail des EAU et de Belém sur les indicateurs.

Finalement, un ensemble de 59 indicateurs, bien plus restreint que le nombre initial, a été adopté lors de la COP30.

² Source : https://unfccc.int/sites/default/files/resource/FRLD_cop30.pdf

Bien que jugée insuffisante par plusieurs pays, cette liste constitue une base commune utile pour évaluer les progrès en matière d'adaptation et faciliter le partage d'expériences.

Agriculture et sécurité alimentaire

Les négociations sur l'agriculture et les systèmes alimentaires, sous le Programme “*Sharm el-Sheikh joint work on implementation of climate action on agriculture and food security*”, n'ont pas abouti à la COP30 et sont reportées aux travaux des organes subsidiaires de juin 2026.

Parmi [les conclusions](#) des pourparlers sur ce dossier, les Parties ont noté le manque de financement dédié à l'agriculture et ont appelé à une augmentation significative de l'aide publique, prévisible et alignée sur les priorités nationales des pays en développement. La valorisation des savoirs traditionnels et indigènes, l'innovation technologique, l'agroécologie, ainsi que l'intégration des dimensions eau-énergie-alimentation et des chaînes de valeur complète, ont été identifiées comme essentielles.

Genre et égalité : le Plan d'Action de Belém

Sur la question du Genre, des avancées significatives ont été enregistrées avec l'adoption d'un nouveau [Plan d'Action Genre](#) de Belém qui succède au programme de travail de Lima en matière d'égalité de genre sous la CCNUCC. Ce plan renforce l'approche axée sur des actions concrètes et mesurables en renforçant la portée des cinq domaines prioritaires identifiées précédemment par le plan de Lima.

En route vers la COP31

La COP30 a décidé que la COP31 se tiendra à Antalya, en Turquie, avec l'Australie comme présidente des négociations, et que la COP32 aura lieu à Addis-Abeba, en Éthiopie, en 2027, première COP organisée par un pays moins avancé.